

NATIONS UNIES  
ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
LIMITEE

A/AC.138/SC.III/L.28  
9 mars 1973  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE DES UTILISATIONS PACIFIQUES DU  
FOND DES MERS ET DES OCEANS AU-DELA  
DES LIMITES DE LA JURIDICTION  
NATIONALE  
Sous-Comité III

PROJET D'ARTICLES POUR UNE CONVENTION GENERALE SUR LA POLLUTION  
DE LA MER

Présenté par la délégation canadienne

NOTE : Ce projet préliminaire d'articles n'est présenté que pour examen et n'exprime pas nécessairement les vues définitives du Gouvernement canadien.

Préambule

Les Etats parties à la présente Convention,

Convaincus que le milieu marin et tous les organismes vivants qu'il comporte ont une importance vitale pour l'humanité, et qu'il est de l'intérêt de chacun de veiller à ce que ce milieu soit protégé contre tout ce qui peut nuire à sa qualité et à ses ressources,

Convaincus que la gestion des ressources situées à proximité des côtes présente un intérêt particulier pour les Etats côtiers,

Reconnaissant que l'aptitude de la mer à assimiler les déchets et à leur enlever toute nocivité, ainsi que son pouvoir de régénération des ressources naturelles, ne sont pas illimités, et que les mesures visant à prévenir la pollution des mers et à lutter contre cette pollution doivent être considérées comme un élément essentiel de cette gestion des océans et des mers et de leurs ressources naturelles,

Reconnaissant que, conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, les Etats ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement, et qu'ils ont le devoir de s'assurer que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommages à l'environnement dans d'autres Etats ou dans des régions ne relevant d'aucune juridiction nationale,

Constatant que la pollution de la mer provient de nombreuses sources, y compris les substances déversées dans l'atmosphère ou provenant des rivières, estuaires, dispositifs de décharge et conduites, ainsi que des opérations d'immersion, et qu'il importe que les Etats recourent aux meilleurs moyens possibles de prévenir cette pollution,

Convaincus que le devoir qu'ont les Etats de protéger le milieu marin exige une action efficace, soit individuelle, soit conjointe, qui vise à prévenir la pollution de la mer par l'élaboration, la mise en vigueur et l'application de mesures de lutte adéquates et qui tienne compte des accords internationaux déjà conclus sur la protection et la préservation du milieu marin, ainsi que de la nécessité d'élaborer d'autres accords dans ce domaine, tant au niveau mondial qu'au niveau régional, et particulièrement de la nécessité de faire en sorte que l'ensemble de ces accords, et des mesures nationales pertinentes, constitue une approche globale et efficace de la protection et de la préservation du milieu marin,

Sont convenus de ce qui suit :

#### ARTICLE PREMIER

#### OBLIGATION FONDAMENTALE

Les Etats ont l'obligation de protéger et de préserver le milieu marin.

#### ARTICLE II

#### MESURES PREVENTIVES CONTRE LA POLLUTION

1. Les Etats prendront, individuellement ou conjointement selon qu'il conviendra, les mesures nécessaires pour empêcher la pollution des mers par des substances qui risquent de mettre en danger la santé de l'homme, de nuire aux ressources biologiques et à la vie des organismes marins, de porter atteinte aux agréments naturels ou de nuire à d'autres utilisations légitimes de la mer. En particulier, les Etats prendront toutes les mesures possibles pour s'assurer que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne portent pas préjudice à d'autres Etats, notamment à leur environnement, par pollution du milieu marin. Entre autres mesures ils devront veiller a) à réglementer le rejet des substances ci-dessus mentionnées et autres matières à partir de toutes les sources qui relèvent de leur juridiction, en particulier les sources terrestres, b) à réduire au minimum le rejet de substances toxiques ou dangereuses, en particulier des substances non dégradables, tant qu'il n'aura pas été prouvé que leur rejet en plus grande quantité ou à un degré plus fort de concentration ne constitue pas une source de pollution, c) à prévenir les accidents et à garantir la sécurité des opérations effectuées en mer conformément à des normes internationalement reconnues touchant notamment i) la conception, l'équipement, le fonctionnement et la surveillance des navires, en particulier ceux qui se livrent au transport de

substances qui, du fait de leurs caractéristiques ou des quantités en jeu, risquent de polluer le milieu marin en cas de déversement accidentel, ii) la conception, l'équipement, le fonctionnement et la surveillance des installations et instruments destinés à l'exploration ou à l'exploitation des ressources naturelles du fond des mers ou de tout autre type d'installations et d'instruments fonctionnant dans le milieu marin.

2. Lorsqu'ils adopteront des mesures en vue de satisfaire à leur obligation au titre de la présente Convention, les Etats tiendront compte : a) de toute convention internationale ayant pour but ou pour effet de protéger et de préserver le milieu marin; b) de tous les éléments pertinents - principes, normes, recommandations, méthodes, directives, critères (y compris les critères de qualité de l'eau) et plans d'action - qui auront été proposés par les organisations internationales compétentes.

### ARTICLE III

#### MISE AU POINT DE MESURES

Les Etats doivent coopérer à l'échelon mondial et, le cas échéant, à l'échelon régional, directement ou par l'intermédiaire d'organismes internationaux compétents, à l'élaboration et à la mise en application de conventions, règlements, principes, normes, recommandations, procédures, directives, critères, - y compris des critères de qualité de l'eau - et de plans d'action pour empêcher la pollution du milieu marin.

### ARTICLE IV

#### MESURES PARTICULIERES

1. Aucune disposition de la présente Convention ne pourra être interprétée comme interdisant à un Etat de prendre les mesures nécessaires pour remplir l'obligation énoncée à l'Article premier dans les limites de sa juridiction nationale, y compris dans les zones de protection de l'environnement (dont les limites maxima restent à fixer) a) avant l'adoption et la mise en vigueur des mesures internationalement acceptées qui sont envisagées dans la présente Convention, ou b) après l'adoption ou la mise en vigueur de mesures arrêtées sur le plan international si celles-ci ne permettent pas de réaliser les objectifs de la présente Convention ou si d'autres mesures sont nécessaires compte tenu des caractéristiques géographiques et écologiques locales.

2. Les mesures prises conformément au présent Article devront rester strictement dans le cadre des objectifs de la présente Convention et leur application ne doit pas avoir de caractère discriminatoire.

## ARTICLE V

### PROGRAMMES INTERNATIONAUX

Les Etats doivent apporter une contribution et un soutien actifs aux programmes internationaux visant à accumuler les connaissances voulues pour l'évaluation des sources de polluants, des voies qu'ils empruntent, de l'exposition à ces polluants et des risques qu'ils font courir, et les Etats en mesure de le faire doivent fournir une assistance sur les plans de la technique, de l'éducation et sur d'autres plans pour permettre aux Etats de participer largement à ces programmes, quel que soit leur niveau économique et technique.

## ARTICLE VI

### SYSTEME DE SURVEILLANCE

1. Les Etats qui autorisent ou qui exercent des activités donnant lieu au déversement dans le milieu marin de substances ou d'autres matières susceptibles de le polluer, devront prendre des mesures compatibles avec les droits des autres Etats, pour identifier les effets de ces activités sur le milieu marin, eu égard en particulier aux effets nuisibles évoqués à l'Article II.

2. Les données et renseignements pertinents concernant les activités donnant lieu au déversement de substances ou d'autres matières dans le milieu marin, les mesures prises pour identifier les effets nuisibles, et les mesures ou méthodes adoptées pour réduire ou éliminer ces effets nuisibles devront faire l'objet d'une large diffusion.

## ARTICLE VII

### INDEMNISATION POUR LES DOMMAGES CAUSES

1. Les Etats sont responsables de tous dommages causés dans des zones ou à des zones relevant de la juridiction d'autres Etats, y compris l'environnement de ces derniers, du fait d'une pollution du milieu marin pouvant leur être attribuée, et ils devront coopérer pour développer encore le droit international en ce qui concerne les procédures d'évaluation du dommage, de détermination de la responsabilité, d'indemnisation et de règlement des différends qui s'élèveraient à ce propos.

2. a) En ce qui concerne les dommages causés dans des zones ou à des zones relevant de la juridiction d'un Etat, y compris son environnement, du fait d'une pollution du milieu marin ne pouvant être attribuée à un autre Etat, mais qui a

été causée par des personnes relevant de la juridiction de cet autre Etat, les Etats s'engagent de prévoir un recours en vue d'assurer une compensation équitable aux victimes de la pollution marine causée par des personnes relevant de leur juridiction et qui comprendra des procédures d'évaluation du dommage, de détermination de la responsabilité et d'indemnisation.

b) Une fois les recours locaux épuisés ou en l'absence de tels recours, l'Etat de la victime pourra présenter à l'Etat de la juridiction duquel relèvent la ou les personnes responsables du dommage en question, une demande d'indemnisation du dommage causé. Si cette demande n'est pas réglée par voie de négociations, les Etats en cause, à l'initiative de l'un quelconque d'entre eux, soumettront cette demande à une instance arbitrale ou judiciaire conformément à une procédure qui sera fixée soit par eux d'un commun accord soit, à défaut, par une tierce partie désignée par eux.

3. En ce qui concerne les dommages causés dans des zones ou à des zones en dehors des limites de la juridiction nationale du fait de la pollution du milieu marin, les Etats s'engagent à coopérer pour développer encore le droit international en ce qui concerne des procédures d'évaluation des dommages de détermination de la responsabilité, d'indemnisation et de règlement de différends qui s'élèveraient à ce propos.

## ARTICLE VIII

### LIMITATION D'ACTIVITES NOCIVES

Dans le cas de dommages causés du fait de la pollution du milieu marin dans des zones en dehors des limites de la juridiction nationale, un Etat ou un groupe d'Etats peut, en coopération avec toute organisation ou institution internationale ou autre organisme compétent, présenter par la voie diplomatique à l'Etat dans les limites de la juridiction ou sous le contrôle duquel ont été exercées les activités qui ont causé ladite pollution, une demande visant à ce qu'il soit mis fin ou que des limites soient imposées à ces activités et à ce que l'environnement endommagé soit rétabli dans son état antérieur.

## ARTICLE IX

### REDUCTION DES DOMMAGES AU MINIMUM

Tout Etat qui apprend que par suite de certaines circonstances l'environnement marin a subi ou est en danger imminent de subir des dommages du fait de la pollution, en informera les autres Etats susceptibles d'être atteints par ces dommages et lesdits Etats coopéreront à l'adoption de mesures visant à réduire les dommages au minimum.

## ARTICLE X

### APPLICATION

1. Les Etats ont le droit de faire appliquer les mesures adoptées conformément à la présente Convention en vue de protéger et de préserver l'environnement marin dans les limites de leurs juridictions nationales, y compris les zones de protection de l'environnement adjacentes à leur mer territoriale (et dont les limites maximum aux fins de la présente Convention seront déterminées et indiquées dans le texte de la Convention).
2. Lorsque des navires ou des aéronefs immatriculés dans un Etat se trouvent dans les zones relevant de la juridiction nationale d'un autre Etat, y compris les zones de protection de l'environnement, l'Etat d'immatriculation sera également tenu de veiller à l'application des mesures adoptées conformément à la présente Convention aux fins de protéger et de préserver l'environnement marin dans ces zones.
3. Les Etats appliqueront les mesures adoptées conformément à la présente Convention aux fins de protéger et de préserver l'environnement marin, en ce qui concerne :
  - a) Les navires et aéronefs qui, immatriculés dans leur territoire, sont exploités au-delà des limites de leur juridiction nationale, et
  - b) Les installations ou plates-formes artificielles qui fonctionnent dans des zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale au-dessus du fond des mers, lorsque lesdites installations ou plates-formes sont placées sous la responsabilité et la direction d'un Etat (conformément au régime international du fond des mers qui doit être établi).

## ARTICLE XI

### DROIT D'INTERVENTION

1. Lorsque, à la suite d'un incident ou d'actes commis à l'occasion d'un incident dans des zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale et qui risquent vraisemblablement d'avoir de vastes conséquences, un Etat est exposé dans l'immédiat à un grave danger du fait de la pollution ou de la menace de la pollution, il est en droit de prendre les mesures nécessaires pour prévenir, atténuer ou éliminer ce danger.
2. Les mesures prises conformément aux dispositions du présent Article seront proportionnées à la gravité des dommages dont est menacé l'Etat intéressé et ne seront pas plus énergiques qu'il n'est raisonnablement nécessaire pour que l'objectif visé au paragraphe 1 soit atteint.

## ARTICLE XII

### IMMUNITE DE JURIDICTION

La présente Convention ne s'applique pas aux navires et aéronefs jouissant de l'immunité de juridiction en droit international. Toutefois, les Etats feront en sorte, en adoptant des mesures appropriées, que les navires et aéronefs qu'ils possèdent ou exploitent agissent conformément aux buts et aux objectifs de la présente Convention.

## ARTICLE XIII

### REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de différend concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, les Etats intéressés, si ce différend n'est pas réglé par voie de négociation, soumettront le litige à un arbitrage, à la demande de l'un quelconque d'entre eux, et selon une procédure qui sera déterminée soit d'un commun accord soit par une tierce partie désignée d'un commun accord par les Etats intéressés.

-----